



SERVICES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

1. LOGISTIQUE ARCHITECTURE BATIMENTS	2
1.1 Architecture, construction, réhabilitation	2
1.2 Maintenance des bâtiments	4
1.3 Logistique parcs et maintenance des moyens techniques	4
2. ENERGIE ET CLIMAT	5
3. VOIRIE INFRASTRUCTURES	10
3.1 Patrimoine de voirie	10
3.2 Eau et assainissement	11
3.3 Littoral	15
4. INGENIERIE ECOLOGIQUE	16
4.1 Nature en ville et paysage	16
4.2 Environnement	17
4.3 Déchets	22
5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX	26
6. RESSOURCES COMPLEMENTAIRES	26

EVENEMENTS

RT « Energie »

25 mars 2021 à distance

Cnfppt/Inset Montpellier ; PONCET Emmanuel pôle Energie Climat

RNIT : Les transitions numériques au cœur des politiques publiques territoriales durables

4 et 5 mai 2021

Cnfppt/Inset Montpellier ; HEINRICH Stéphane

RT « Espaces verts »

1er juillet 2021

Cnfppt/Inset Montpellier ; OFFRET Elisabeth pôle Ingénierie écologique

1. LOGISTIQUE ARCHITECTURE BATIMENTS

1.1 Architecture, construction, réhabilitation

Habitat de demain [Dossier]

Traits urbains, 02/2021, n° 117, p. 14-27

Confrontés au réchauffement climatique, les acteurs de l'habitat s'adaptent. Ils conçoivent des logements moins gourmands en énergie et à l'empreinte carbone allégée. Le confinement a aussi mis en lumière l'aspiration des citoyens à des logements plus vivables.

Ces contraintes se conjuguent à travers des modes constructifs et des modes d'habiter qui se répandent, sans doute trop lentement, mais de manière de plus en plus visible. Elles trouvent aussi à se traduire dans d'ambitieuses opérations de réhabilitation. Le stade des intentions est désormais dépassé : place aux passages à l'acte.

Illustrations locales et témoignages d'opérateurs.

Économies d'énergie : comment démarrer ? [Bâtiments tertiaires] / LANCELLE Constance, SABY LAURENT

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 30-33

Les collectivités doivent réduire de 40% les consommations d'énergie de leurs bâtiments tertiaires de plus de 1000 m² d'ici à 2030, et 60% d'ici à 2050. Comment doivent-elles s'organiser pour entrer dans la démarche ?

Annonces RE2020 : des industriels "sous le choc", le bois "inquiète", le bâtiment rassuré / LACAS FLORENT

Batiactu.com, 19/02/2021

Les réactions sont nombreuses et contrastées après les ajustements pris par les pouvoirs publics sur les projets de textes concernant la réglementation environnementale 2020 (RE2020). Plusieurs filières industrielles marquent le coup, et les professionnels de la construction bois s'inquiètent.

Construction neuve : Emmanuelle Wargon annonce le report de la RE 2020 au 1er janvier 2022

Actu-environnement.com, 18/02/2021

L'entrée en vigueur de la réglementation environnementale (RE 2020) des bâtiments neufs est repoussée de six mois et s'appliquera à partir du 1er janvier 2022. Ce report est assorti de nouveaux arbitrages suite à l'avis du Conseil de la construction.

L'entrée en vigueur de la RE2020 est repoussée de 6 mois

Batiactu.com, 18/02/2021

La ministre du Logement Emmanuelle Wargon annonce ce 18 février 2021 que de nouveaux arbitrages ont été tranchés pour la future Réglementation environnementale 2020 : le texte ne sera appliqué qu'à compter du 1er janvier 2022, et le gaz bénéficie de deux légers aménagements. Les réseaux de chaleur sont également concernés par les toutes dernières décisions.

Le Groupe BTP Consultants se projette vers l'avenir / OBADIA STEPHANIE

Cahiers-techniques-batiment.fr, 16/02/2021

Le Groupe BTP Consultants, référent technique de l'univers du bâtiment et spécialiste du secteur des TIC (Testing, Inspection et Certification), s'appuie sur de nouveaux actionnaires et une nouvelle gouvernance. Dans un objectif de croissance interne et externe, il compte accroître sa présence sur la construction hors site, le numérique et la rénovation énergétique.

Le nouveau diagnostic de performance énergétique (DPE) / MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Ecologie.gouv.fr, 16/02/2021

Le DPE fait l'objet d'une refonte qui le rendra plus fiable, plus lisible, et permettra de mieux tenir compte des enjeux climatiques.

Pas de BIM sans compétences : point sur les initiatives / GUERSENDRE Nagy

Construction21.org, 16/02/2021

La transformation digitale de la Construction suppose une montée en compétences -autres que outils - des professionnels en poste, mais aussi des cursus initiaux et supérieurs incluant le numérique. Quelles

actions au plan national ? Que veut dire se former au BIM ? Petit panorama des acteurs et table-ronde « Pas de BIM sans compétences ».

[Plan BIM 2022 : un point d'étape](#) / OBADIA STEPHANIE

Cahiers-techniques-batiment.fr, 09/02/2021

Massifier le recours aux méthodes numériques et plus particulièrement le travail collaboratif en BIM pour tous les professionnels, tel est l'objectif que s'est fixé depuis 2019 le plan BIM 2022.

[Sécheresse et sols argileux : mieux reconnaître les risques sur les bâtiments](#) / HUTEAU HELENE

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 05/02/2021

Une proposition de loi souhaite rendre plus transparente la reconnaissance d'état de catastrophe naturelle pour les communes dont les bâtiments se fissurent, suite aux sécheresses. Les élus seront davantage accompagnés et les sinistrés mieux couverts. La réforme du régime ne s'attaque cependant pas aux financements d'un risque devenu chronique.

[La loi SRU bloquée par des contraintes techniques](#) / VILLE FREDERIC

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 12-13

Des nombreuses communes n'ont toujours pas atteint le seuil de logements sociaux exigé par la loi SRU. Parfois en raison de contraintes liées à des espaces protégés importants, ou temporelles. Faut-il réviser la loi ?

[Les missions de contrôle technique pour les constructions publiques](#) / STEPHANT JEAN-PAUL

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 29/01/2021

Les opérations de construction d'équipements publics sont soumises, pour la plupart, à l'obligation de contrôle technique. Le contrôleur technique est ainsi devenu un prestataire de services et un partenaire privilégié des communes et autres établissements publics. L'objet de cette fiche est de cadrer ces prestations, de fournir des explications sur les différents types de missions, de préciser les modalités d'intervention et les obligations de base des contrôleurs techniques.

[Procès pénal de l'amiante : la justice souffle le chaud et le froid](#) / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 28/01/2021

Le 20 janvier, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris relançait l'espoir d'un grand procès pénal de l'amiante. La juridiction avait en effet infirmé le non-lieu rendu en juillet 2019 dans le dossier Everite par les magistrats du pôle judiciaire de santé publique.

[Le bois, "porte d'entrée" des architectes vers le BIM](#) / DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 28/01/2021

La maquette numérique est un outil indispensable pour la conception d'opérations complexes, en particulier lorsque les exigences thermiques ou carbone sont élevées. En particulier lorsque le matériau bois est utilisé. Revue de projets avec quelques architectes initiés au BIM.

[L'Association française de la ventilation, un nouveau souffle pour la filière](#) / PATRIGEON

CORENTIN

Batiactu.com, 28/01/2021

Les professionnels du génie climatique et de la qualité de l'air intérieur ont officiellement lancé ce 27 janvier 2021 l'Association française de la ventilation, une nouvelle structure dédiée au développement de la filière. Avec ses sept membres fondateurs, l'organisation espère bien renforcer et coordonner l'activité de l'ensemble des acteurs.

[Maîtriser les coût des projets](#) / COLMONT Christine

Cahiers techniques du bâtiment (les), 01/2021, n° 392

Opti+ est un service proposé aux acteurs de la promotion immobilière. Le but générer des économies, apporter des innovations techniques, un suivi personnalisé ainsi qu'un accompagnement vers la RE2020.

[Programme de rénovation énergétique ACTEE : une cellule de soutien nationale au service des collectivités](#)

Fncrr.asso.fr, 01/2021

Le programme ACTEE, porté par la FNCCR, impulse les travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics. Les collectivités peuvent bénéficier d'aides financières et de nombreuses ressources mises à disposition (formations, guides pratiques, partage d'expériences...).

Pour parfaire le dispositif, la FNCCR met en place une cellule de soutien personnalisé dédiée aux thématiques techniques, juridiques et économiques des projets de rénovation. Ce service téléphonique

gratuit (numéro vert) est ouvert à l'ensemble des collectivités du territoire national depuis le mercredi 27 janvier 2021.

1.2 Maintenance des bâtiments

Réforme du DPE : 600.000 logements chauffés à l'électricité sortent du statut de passoire /

DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 15/02/2021

La future étiquette énergétique issue de la réforme du diagnostic de performance énergétique a été dévoilée le 15 février. Malgré le maintien du calcul en énergie primaire, elle va permettre la sortie du statut de passoire énergétique de 600.000 logements chauffés à l'électricité. Le nombre global de passoires ne va pas évoluer.

Projet de loi climat : l'absence d'obligation de rénovation des logements fait débat /

BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 10/02/2021

Contrairement à la proposition des 150 citoyens, le projet de loi climat n'instaure pas d'obligation de rénovation globale des logements pour tous les propriétaires. Il prévoit d'interdire de louer les passoires énergétiques en 2028.

Rénovation énergétique : les collectivités s'engagent ! /

LOINTIER EMMANUELLE

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 02/2021, n° 60, p. 25-43

Dossier :

- Ce que prévoit l'instruction du 18 novembre 2020
- Le schéma directeur immobilier énergétique, un outil performant
- Rénovation énergétique du bâti : développer une stratégie globale
- Les communes relèvent le défi
- A Deauville, rénovation thermique BBC d'une villa second empire
- La région Pays de la Loire s'engage
- Un centre technique municipal à énergie positive à Melle
- En 2021, une accélération des chantiers
- Les territoires ruraux, piliers de la transformation énergétique
- Le programme ACTEE soutient la rénovation énergétique des bâtiments publics

Bâtiment publics : 950 millions d'euros pour la rénovation énergétique /

LOINTIER EMMANUELLE

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 02/2021, n° 60, p. 20-21

Le plan de relance de l'économie a prévu une somme de 950 millions d'euros pour les projets de rénovation énergétique du parc des bâtiments existants du bloc communal et des départements (650 millions d'euros pour les communes et les EPCI et 300 millions pour les départements). Une instruction prise le 4 décembre 2020 vient définir les objectifs, priorités opérationnelles et critères à prendre en compte pour l'attribution de cette enveloppe.

1.3 Logistique parcs et maintenance des moyens techniques

Loi climat et résilience : les mesures qui concernent les flottes /

LAMOUREUX MANON

Flotauto.com, 15/02/2021

Réduction des ventes des véhicules les plus émetteurs de CO2, renforcement des ZFE-m, taxation du transport routier de marchandises... Tour des mesures du projet de loi Climat-Résilience qui vont toucher les flottes automobiles.

Contrôles techniques 2020 : trop peu de VUL passent leurs contre-visites /

VERNIER Julie

Flottes automobiles, 08/02/2021

Selon le dernier rapport de l'organisme technique central (OTC), chargé de récolter des informations sur l'état du parc automobile, à peine plus de la moitié des VUL ont passé leur contrôle complémentaire pollution en 2020.

Pollution de l'air : les bus hybrides et au GNV permettent bien de réduire les émissions / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 28/01/2021

Une étude en conditions réelles confirme que le renouvellement du parc de bus franciliens permet de réduire les émissions polluantes. Les bus au gaz pour véhicules offrent les meilleurs résultats parmi les motorisations évaluées.

2. ENERGIE ET CLIMAT

A Rouen, une chaudière biomasse innovante / HOUOT GERALDINE

Journal des énergies renouvelables (Je), 03/2021, n° 254

Pour son dernier réseau alimenté à l'énergie fossile, Petite Bouverie, la métropole de Rouen Normandie a choisi une chaudière danoise à combustion étagée, une technologie brevetée unique en France.

Corbie, réseau de chaleur rural / HOUOT GERALDINE

Journal des énergies renouvelables (Je), 03/2021, n° 254, p.38-39

Pour faire aboutir son projet de réseau de chaleur urbain alimenté par la biomasse, la petite commune de Corbie en a confié la maîtrise d'ouvrage) la Fédération départementale de l'énergie de la Somme.

Les SRADDET, outils pertinents? / WYART ARNAUD

Journal des énergies renouvelables (Je), 03/2021, n° 254, p.6-8

Nouveaux outils de planification à l'échelle régionale, les Sraddet représentent une avancée pour la transition énergétique, mais selon l'association négaWatt, ils souffrent d'incohérence et d'un manque de méthodologie.

Loi climat : le Haut conseil pour le climat pour une obligation de rénovation énergétique /

DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 23/02/2021

Dans son avis sur le projet de loi "climat et résilience", le HCC juge le texte "utile" malgré la "portée amoindrie" des mesures, par des calendriers d'application trop peu ambitieux, notamment en matière de performance énergétique des bâtiments.

D'après des chercheurs, le réchauffement climatique dégrade déjà la biodiversité en Normandie /

LE BRIS Romain

Actu.fr, 23/02/2021

À l'occasion de l'édition en digital du salon des métiers Normandurable, des conférences sur l'impact du changement climatique en Normandie se sont déroulées vendredi 12 février.

Haut conseil pour le climat : le projet de loi climat « doit renforcer la stratégie de décarbonation » /

BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 23/02/2021

Avant son passage devant le Parlement, le Haut conseil pour le climat appelle à renforcer les mesures retenues dans le projet de loi climat au regard de la Stratégie nationale bas carbone pour garantir l'atteinte des objectifs climatiques en France.

« Les démarches de transition énergétique recréent du lien »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/02/2021, n° 2553, p. 44-45

Responsable de projets au sein du Cler (Réseau pour la transition énergétique), Yannick Régnier publie un rapport où il dresse le bilan de dix ans à œuvrer pour la transition énergétique dans les territoires. Et en montre les bienfaits.

https://cler.org/wp-content/uploads/2020/09/CLER_TEPOS-Transition-e%CC%81nergie%CC%81tique-territoriale-BD.pdf

Hauts-de-Seine : Rueil-Malmaison se lance dans la géothermie profonde / TENAGLIA Adelaïde

Lesechos.fr, 22/02/2021

Rueil-Malmaison commence ses travaux de forage de deux puits de plus de 1.500 mètres de profondeur en mai prochain. La mairie espère que la géothermie couvrira 65 % de la consommation d'énergie de la commune.

Photovoltaïque : la Vendée mise sur les ombrières / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 22/02/2021

Le Syndicat départemental d'énergie et d'équipement de la Vendée (Sydev) et la société d'économie mixte qu'il a créé, Vendée Énergie, ont décidé de soutenir le développement du solaire avec une enveloppe de 7 millions d'euros, visant à accompagner une cinquantaine de projets.

Budgets verts : analyser l'impact sur le climat du budget de la collectivité

Weka.fr, 19/02/2021

Les collectivités joueront un rôle-clef dans l'atteinte des objectifs climatiques de la France. Elles peuvent s'appuyer sur un guide de l'I4CE pour réaliser une évaluation climat du budget (ECB) et vérifier l'impact des dépenses d'adaptation au changement climatique.

Bientôt une digue littorale productrice d'énergie en Bretagne / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 19/02/2021

Concevoir un système de production d'énergie renouvelable intégré à une digue de protection du littoral. Telle est l'ambition du projet Dikwe, mené depuis deux ans par le groupe breton Legendre (entreprise de construction), la société ligérienne d'ingénierie Geps Techno et l'Ifremer.

Lutte contre le changement climatique : Rouen met le turbo / GUILHEM ALIZEE

Lagazettesdescommunes.com, 18/02/2021

L'engagement de la métropole rouennaise dans la campagne mondiale « Cities Race to Zero », voté lors du Conseil métropolitain du 8 février 2021, illustre sa volonté d'être une collectivité à la pointe de la transition social-écologique. Au-delà de l'affichage, rejoindre la démarche « Race to Zero » nécessite de suivre une feuille de route exigeante pour inscrire l'action des collectivités dans la lignée de l'Accord de Paris et participer ainsi, à l'échelle des territoires, à maintenir le réchauffement global à 1,5°C.

Hydrogène vert : les règles sont mises en place / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 18/02/2021

L'ordonnance sur l'hydrogène est publiée. Elle définit les différents types d'hydrogène (renouvelable, bas carbone, carboné) et prévoit la mise en place de mécanismes de traçabilité. Des dispositions encadrent également l'injection sur le réseau.

Ordonnance n° 2021-167 du 17 février 2021 relative à l'hydrogène

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 18/02/2021, n° 42

Cette ordonnance définit les différents types d'hydrogènes qui feront l'objet de régimes particuliers, hydrogène renouvelable, bas carbone ou carboné. Il prévoit deux systèmes de traçabilité de l'hydrogène pour que son caractère bas-carbone ou renouvelable puisse être connu de l'acheteur ou que cet acheteur sache que l'achat de la garantie constitue un soutien effectif à une filière vertueuse. L'ordonnance prévoit également la mise en place d'un mécanisme de soutien pour les filières de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone par électrolyse de l'eau. Elle introduit également plusieurs dispositions relatives à l'injection d'hydrogène dans les réseaux de gaz naturel. Enfin, cette ordonnance modifie le code minier en étendant le régime légal applicable au stockage souterrain à l'hydrogène et étend les pouvoirs d'enquête et de contrôle prévus par le code de l'énergie (et applicables à l'électricité et au gaz) à l'hydrogène.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/rapport/2021/2/18/TRER2018536P/jo/texte>

Le nouveau diagnostic de performance énergétique (DPE) / MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Ecologie.gouv.fr, 16/02/2021

Le DPE fait l'objet d'une refonte qui le rendra plus fiable, plus lisible, et permettra de mieux tenir compte des enjeux climatiques.

Énergie, climat : la transition est-elle vraiment « en panne » en France ?

TheConversation.com, 14/02/2021

Alors que le tribunal administratif de Paris vient de reconnaître dans le cadre de l'« Affaire du siècle » une « carence fautive » de l'État face au changement climatique, la transition énergétique est aujourd'hui présentée comme « en panne ». En tous cas, insuffisante par rapport aux engagements pris, notamment avec l'Accord de Paris.

Pourquoi parle-t-on de « transition » écologique ?

TheConversation.com, 14/02/2021

Créé en 1971 sous la présidence de Georges Pompidou, le ministère français de l'Environnement a été rebaptisé, dans les années 2000, ministère de l'Écologie et du Développement durable ; puis est devenu, en 2017, ministère de la Transition écologique et solidaire.

Cette succession d'appellations résume assez bien celle des objectifs globaux et nationaux des politiques publiques visant à remédier à la détérioration de la situation environnementale.

Énergies renouvelables : ce que prévoit le projet de loi climat / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 11/02/2021

Le projet de loi climat prévoit une régionalisation des objectifs de développement des renouvelables et une feuille de route pour les communautés énergétiques. Il étend aussi l'obligation d'installation d'ENR sur les toits des bâtiments commerciaux.

Énergie solaire : ça chauffe ? / MARTIN NICOLAS

France culture, 10/02/2021, 58 mn

Comment fonctionne l'énergie photovoltaïque et sur quels principes reposent sa production ? Quels sont les avantages et les limites de cette technologie ? Comment la recherche est-elle mobilisée pour améliorer les performances du photovoltaïque ?

Transition énergétique : quels scénarios pour demain ? / CAYROL STEPHANIE

Cler.org, 10/02/2021

Pour Gilles Debizet, chercheur et spécialiste de la transformation de l'expertise urbaine et territoriale, associé au laboratoire PACTE (CNRS) et à l'Université de Grenoble Alpes, l'apparition de nouveaux acteurs vient questionner notre modèle énergétique, créant de nouvelles dynamiques et dessinant de nouvelles voies. Entretien.

Climat et résilience : un projet de loi pour "le dernier kilomètre de la transition écologique" /

LENORMAND ANNE

Localtis.info, 10/02/2021

Adopté ce 10 février en conseil des ministres, le très attendu projet de loi "portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets" entend rendre "crédible" l'atteinte de l'objectif de réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990. Avec ses 69 articles répartis en six titres - consommer, produire et travailler, se déplacer, se loger, se nourrir et renforcer la protection judiciaire de l'environnement -, le texte issu des propositions de la Convention citoyenne pour le climat (CCC) compte selon le gouvernement "ancrer l'écologie dans la société française" et faire "le dernier kilomètre de la transition écologique". Mais il reste la cible de nombreuses critiques pour son "manque d'ambition".

Projet de loi climat : bataille d'expertises sur l'ambition du texte / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 10/02/2021

Babara Pompili présente le projet de loi climat en Conseil des ministres. Il ne permet pas de respecter les objectifs de la France selon de nombreux observateurs. Le Gouvernement dément via une étude réalisée par un cabinet privé.

Le préjudice écologique reconnu dans l'« Affaire du Siècle » / PASTOR Jean-Marc

Actualité Juridique. Droit Administratif, 08/02/2021, n° 5/2021, p. 239

Le tribunal administratif de Paris reconnaît la carence partielle de l'État à respecter les objectifs qu'il s'est fixés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

TA Paris, 3 févr. 2021, nos 1904967, 1904968, 1904972, 1904976/4-1

Les parlementaires face au changement climatique : quelles convergences avec les Français ? /

JOLIVET PATRICK, BOY DANIEL

TheConversation.com, 08/02/2021

De l'avis de nombreux scientifiques et philosophes, le temps du changement climatique et le temps politique ne concordent pas. Même si elles se manifestent dès aujourd'hui, les évolutions climatiques annoncées ne produiront leurs effets catastrophiques qu'à l'échelle de dizaines ou de centaines d'années. Le temps politique à l'inverse se compte en durée de mandats politiques, cinq à six ans dans le cas français.

Projet éolien en mer au large d'Oléron : la Commission nationale du débat public est saisie /
LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 05/02/2021

Le futur parc éolien en mer au large d'Oléron franchit une nouvelle étape. La Commission nationale du débat public a été saisie et va organiser un débat public. « Les enjeux et impacts socio-économiques et environnementaux attachés à ce projet sont majeurs et d'intérêt national », a-t-elle estimé. Son implantation future dans le parc naturel marin de l'Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis Charentais, couvert par le réseau Natura 2000 en mer, suscite la polémique.

Le bassin méditerranéen, point chaud des changements environnementaux / GUIOT JOEL,
CRAMER WOLFGANG

TheConversation.com, 02/02/2021

Le bassin méditerranéen, qui comprend la mer et les pays qui la bordent, est régulièrement présenté comme un « point chaud » des changements climatiques et de la biodiversité. Ces bouleversements engendrent, en interaction avec la pollution, l'utilisation non durable des terres, de l'eau et l'invasion d'espèces non indigènes.

Le Gouvernement accélère la transition énergétique en préparant la 5ème période du dispositif des Certificats d'économies d'énergie (CEE)

Ecologie.gouv.fr, 02/02/2021

Après une concertation menée avec l'ensemble des parties prenantes (énergéticiens, associations de consommateurs, mandataires, associations...) à l'automne 2021, le MTE soumet à la consultation du public les projets de décret et d'arrêté encadrant la 5ème période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), qui débutera le 1er janvier 2022.

Les prévisions alarmistes de Météo France sur le réchauffement climatique / JACQUE Muryel

Echos (les), 02/02/2021, p. 5

Sans actions fortes pour contrôler les émissions de CO₂, la France pourrait subir un réchauffement proche de 4 °C d'ici à 2100, selon de nouvelles projections de Météo France publiées ce lundi. Avec des conséquences extrêmes dans toutes les régions.

Dans le Sud de la France, des canicules de plus en plus mal vécues / LEVEQUE FABIAN, GIRAULT MATHILDE, BERTHELOT KARL, FABUREL GUILLAUME

TheConversation.com, 01/02/2021

Ce lundi 1er février 2021, Météo France a dévoilé ses prévisions relatives au changement climatique et à ses effets attendus pour les décennies à venir en France métropolitaine. Si l'ampleur de ces changements dépend des efforts déployés pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, il apparaît très clairement que le Sud de la France sera fortement touché par des vagues de chaleur plus longues et plus intenses.

Budget climat : un test grandeur nature / LUNEAU SYLVIE

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 28-29

Évaluer l'impact sur le climat de chaque euro dépensé par les collectivités locales : c'est le défi de l'Institut de l'économie pour le climat. Il teste cette méthodologie d'évaluation des budgets locaux sur cinq collectivités.

Le Nord se met au développement durable / VERBEKE LISE

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 63

Le département a lancé le plan Nord durable en novembre 2019. Une nouvelle politique de transition écologique et solidaire qui s'applique d'abord à ses propres agents. Des référents parmi les agents de la collectivité sont chargés de mettre en place des initiatives dans leurs services, « pour entraîner leurs collègues et les former aux bonnes pratiques », Dix engagements concrets ont été pris, pour une administration durable et exemplaire.

Énergie : Brest veut massifier l'effacement diffus / BLOSSEVILLE THOMAS

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 40

La métropole de Brest a noué un partenariat avec l'opérateur d'effacement Voltalis. L'objectif est double : sécuriser l'alimentation électrique et réduire les consommations d'énergie. Concrètement, la société fondée en 2006 installe des boîtiers chez les particuliers. Quand RTE lui signale des périodes à risque pour l'équilibre du réseau, elle interrompt pendant une dizaine de minutes des chauffages, voire des ballons d'eau chaude. Cette baisse de la demande soulage le réseau, sans altérer en principe le confort des ménages, pour qui l'offre est par ailleurs gratuite.

Droit des énergies renouvelables : janvier 2020- - janvier 2021 / COLLECTIF

Droit de l'environnement, 02/2021, p. 88-96

Synthèse :

La puissance des projets en cours d'instruction s'élève à 13,1 GW... On perçoit ici un potentiel pour combler le retard pris.

Économies d'énergie : comment démarrer ? [Bâtiments tertiaires] / LANCELLE Constance, SABY LAURENT

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 30-33

Les collectivités doivent réduire de 40% les consommations d'énergie de leurs bâtiments tertiaires de plus de 1000 m² d'ici à 2030, et 60% d'ici à 2050. Comment doivent-elles s'organiser pour entrer dans la démarche ?

"Les villes n'atteindront pas seules la neutralité carbone"

Courrier des maires et des élus locaux (le), 02/2021, n° 353, p. 12-13

Entretien avec Jean-Marc Jancovici, ingénieur et consultant sur les dossiers énergie-climat. Il invite les décideurs à mettre en cohérence leurs discours verdoyants avec leurs objectifs de développement durable, alors que 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée en France.

Énergies renouvelables : en 2020, l'Europe a basculé / LOUVET BRICE

Sciencepost.fr, 29/01/2021

En 2020, et pour la première fois, l'Union européenne a produit plus d'électricité à partir d'énergies renouvelables qu'à partir de combustibles fossiles. D'un côté la part des énergies solaire et éolienne est en augmentation, tandis que le charbon continue son déclin.

Projet de loi "Climat et résilience" : le Cese et le CNTE affûtent leurs critiques / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 28/01/2021

Obligatoirement consultés avant la présentation prochaine en conseil des ministres du projet de loi "Climat et résilience" issu de la Convention citoyenne, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) et le Conseil national de la Transition écologique (CNTE) ont rendu coup sur coup deux avis critiques sur le texte.

Renouvelables, nucléaire : huit scénarios d'évolution du mix électrique sur la table / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 28/01/2021

RTE a ouvert, jusqu'en mars, une consultation publique sur les futurs énergétiques en 2050. Huit scénarios de neutralité carbone sont sur la table, allant de 50 à 100 % d'énergies renouvelables et de 0 à 50 % de nucléaire.

Télétravail, le petit gisement de mobilité qui monte / MADOU LAURENCE

Environnement magazine, 01/2021, n° 1785, p. 46-47

« Réserve de résilience » révélée lors des confinements, le télétravail se propagera au-delà de la crise sanitaire. Bien que contraint et improvisé au printemps 2020, il est plébiscité par les salariés et les employeurs préparent son prolongement. Les troupes éligibles seraient plus fournies que ne l'estiment les chiffres officiels.

La 5G, de mauvaises ondes pour le climat / LAURENT ANTHONY

Environnement magazine, 01/2021, n° 1785, p. 44-45

Dans un rapport commandé par le Sénat, le Haut Conseil pour le climat fait savoir que le déploiement de la 5G, dont les fréquences ont été mises aux enchères en novembre dernier, augmentera significativement l'empreinte carbone du numérique de la France.

L'agriculture, pilier des énergies renouvelables

Environnement magazine, 01/2021, n° 1785, p. 22-28

Le milieu agricole présente un gros potentiel de développement pour les énergies renouvelables et doit être l'un des acteurs centraux de la transition énergétique. Chaque filière a encore des défis à relever mais les acteurs sont motivés.

3. VOIRIE INFRASTRUCTURES

3.1 Patrimoine de voirie

Arrêté du 10 février 2021 modifiant l'arrêté du 9 octobre 2020 portant expérimentation de l'implantation d'un dispositif de signalisation lumineuse dynamique au sol pour renforcer la perception de la signalisation routière

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 25/02/2021, n° 48

Cet arrêté modifie l'arrêté du 9 octobre 2020 portant expérimentation de l'implantation d'un dispositif de signalisation lumineuse dynamique au sol pour renforcer la perception de la signalisation routière. Il ajoute au cadre d'expérimentation de nouveaux cas d'usage d'expérimentation du dispositif.

Les enjeux de l'éclairage intelligent pour les villes durables / JOLY GUILLAUME

Les Horizons, 19/02/2021

L'éclairage public est l'un des principaux postes de dépense des villes françaises, mais aussi une problématique essentielle au vu des enjeux écologiques : garantir confort et sécurité sur l'espace public, proposer de nouveaux services tout en réduisant sa consommation d'électricité ainsi que la pollution lumineuse... Voilà la grande équation qui se cache derrière chaque lampadaire. Décryptage.

Capbreton: les allées marines redessinent le centre-ville / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.32-34

De la renaturation du Boudigau à la piétonisation des allées marines, en passant par la reconnexion avec le marché et la rue commerçante, la requalification du centre-ville de Capbreton est transversale et globale. Un second souffle pour cette station balnéaire de la côte landaise.

La route de demain trace son chemin dans le Lot / CHEVASSUS JEAN-CHARLES

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 41

Engagé en 2016 par le département du Lot, le projet « Demain la route » a pris effet en octobre 2020. Il a pour objectif principal de repenser la nouvelle organisation des services territoriaux routiers.

Travaux à proximité de réseaux / VILLETTE Patrick

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 02/2021, n° 60, p. 19

La responsabilité des élus et des responsables de projet, maîtres d'ouvrages lors de travaux aux abords des réseaux de distribution et de transport est un enjeu important. Les réglementations se sont renforcées sur ce point, et doivent, sur certains points, être complétées prochainement.

Gérer des infrastructures résilientes [Dossier] / PALHOL FABIEN, GAYTE Pierre, COLIN MARIE

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 17-22

Disposer de réseaux d'infrastructures de transport résilients est aujourd'hui fondamental pour la viabilité environnementale, sociale et économique de nos territoires. En plus des contraintes liées aux évolutions démographiques, à l'urbanisation et au vieillissement de ces infrastructures, nous sommes de plus en plus confrontés à des défis complexes liés à des risques naturels dont la fréquence et l'intensité augmentent dans un contexte de changement climatique. Il est aujourd'hui nécessaire de définir de nouvelles approches de gestion de nos patrimoines d'infrastructures.

Comment baisser rapidement les factures ? / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.28-30

Pour diminuer les kilowattheures consommées, sans impacter la qualité de l'éclairage public, les collectivités disposent de solutions fonctionnelles, basées sur des technologies ultra-performantes.

Lieusaint-Savigny-le-Temple: des bétons BC3 et BC5 goujonné pour la ligne BHNS T Zen 2 /

DESJARDINS CHARLES, ABDO JOSEPH

Routes, 01/2021, n° 150

LE T Zen trace sa voie en Seine-et-Marne. Après un lancement réussi en 2011, ce réseau de bus à haut niveau de service (BHNS) s'étend grâce à la réalisation d'une deuxième ligne entre Lieusaint et Savigny-le-Temple. Le T Zen 2, qui permettra à terme de rallier Melun, mise sur des valeurs sûres pour sa construction : des bétons BC3 et BC5 goujonné.

Escalles : le BAC débarque dans le Pas-de-Calais / DESJARDINS CHARLES, ABDO JOSEPH
Routes, 01/2021, n° 150, p.15-19

Le béton armé continu (BAC) est mis en œuvre pour la première fois dans le département. Choisi pour son esthétique et sa durabilité, il est utilisé pour rénover un ancien chemin agricole à Escalles, au pied du cap Blanc-Nez. Un choix original et innovant, dans le cadre de la valorisation du Grand Site des Deux Caps, une zone littorale protégée de 23 km qui s'étend le long de la côte d'Opale.

Déviations de Ballesdorf : un traitement de couche de forme au LHR pour le plus grand chantier du Haut-Rhin / DESJARDINS CHARLES, ABDO JOSEPH

Routes, 01/2021, n° 150, p.9-13

Mettre en œuvre ou remployer le plus de matériaux locaux possible est devenu une priorité sur tous les chantiers, notamment routiers. Le traitement en place de la couche de forme au liant hydraulique routier (LHR) permet de répondre parfaitement à cette exigence. Une solution technique éprouvée, avantageuse sur plusieurs plans : environnemental, économique et logistique. Démonstration en Alsace, avec le contournement de la commune de Ballesdorf, un projet porté de bout en bout par le conseil départemental du Haut-Rhin et par son président, Rémy With.

Le retraitement au LHR, la "solution idéale" pour la rénovation de la RD7 / DESJARDINS CHARLES, ABDO JOSEPH

Routes, 01/2021, n° 150, p.4-8

Pour redonner une nouvelle jeunesse à la RD7, le conseil départemental de l'Aube a choisi le retraitement en place à froid au liant hydraulique routier (LHR). Un choix judicieux, du point de vue tant économique qu'écologique.

Recyclage et retraitement [Dossier] / COLLECTIF

Revue générale des routes et de l'aménagement, 01/2021, n° 978, p.24-84

- Enrobé recyclé végétal Biophalt
- Procédé Recyclean
- La route 100% recyclée, un an après
- Martini-Ermont en route vers les très forts taux de recyclage
- Recyclage des AE dans les mélanges bitumineux à chaud : établissement d'un guide technique
- Recyclage du béton dans l'aménagement décoratif
- Applications des matériaux de recyclage dans les routes en béton
- Impact environnemental du multirecyclage des couches de roulement
- Fauchage des accotements : les routes ont de la ressource
- Stratégie de recyclage des enrobés bitumineux sur le réseau Vinci Autoroutes
- Économie circulaire et construction routière

3.2 Eau et assainissement

Mise en œuvre de la délégation de compétence en matière d'eau et d'assainissement des EPCI aux communes / HAILI XAVIER

Semaine juridique (1a). Administration et Collectivités Territoriales, 22/02/2021, n° 8, p. 40-42

Depuis la loi NOTRe d'août 2015, plusieurs textes sont venus encadrer le transfert des compétences "eau" et "assainissement" des communes aux EPCI. Ces derniers peuvent déléguer tout ou partie des compétences "eau", "assainissement des eaux usées" et "gestion des eaux pluviales urbaines" par une convention d'exercice de cette compétence. Tout en précisant le régime légal de cette convention, cette fiche pratique alerte sur certains points juridiques ou opérationnels, notamment sur l'étendue, la portée et la mise en œuvre budgétaire et fiscale de cette délégation d'exercice.

Ponctions sur les agences de l'eau : le montant au profit de l'OFB est fixé pour 2021 / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 19/02/2021

La contribution des agences de l'eau au profit de l'Office français de la biodiversité a été fixé à près de 373 millions euros pour 2021. Des évolutions font craindre à certains un nouvel affaiblissement de la capacité d'intervention des agences.

[Les pressions sur l'eau, face ignorée de la transition énergétique](#) / HACHE EMMANUEL, SOKHNA SECK GONDIA, BARNET CHARLENE
TheConversation.com, 16/02/2021

La question des matériaux utilisés pour produire les technologies bas-carbone (batteries, éoliennes, panneaux solaires, véhicules électrifiés, etc.) est fondamentale, et largement commentée. Celle de la consommation en eau nécessaire à l'extraction des minerais et la fabrication de ces technologies est beaucoup moins abordée, alors qu'elle est pourtant essentielle.

[Les boues issues du traitement des eaux usées peuvent désormais être mélangées](#) / FORTIN FREDERIC

Localtis.info, 16/02/2021

Attendu, le décret permettant le mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines vient d'être publié. Il ne réserve cette fois pas de mauvaise surprise. Le décret assouplit également les formalités de certaines installations soumises à la rubrique 2.1.4.0. de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (lota) soumises à la loi sur l'eau.

[La gestion de l'eau sera un enjeu majeur dans les prochaines décennies : Ça coule de source dans l'Hérault](#)

Altermidi.org, 15/02/2021

Cette surveillance concerne également les rivières : depuis 2001 le département en mesure leur qualité qui se serait considérablement améliorée. Cela serait dû, entre autres, aux travaux d'assainissement, à la limitation de l'usage des pesticides et à une meilleure gestion des ressources.

[Protection des captages d'eau : le Conseil Constitutionnel censure les mesures transitoires, avec effet immédiat et application à toutes les affaires non jugées définitivement à cette date](#)

ID.Cité, 15/02/2021

[L'article 61](#) de la loi du 24 juillet 2019 réforme, à son paragraphe III, la procédure d'instauration des périmètres de protection des captages d'eau potable prévue à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. Le paragraphe IX de cet article 61 prévoit : «Les deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, dans leur rédaction résultant des a et b du 1° du III du présent article, ne s'appliquent pas aux captages d'eau pour lesquels un arrêté d'ouverture d'une enquête publique relative à l'instauration d'un périmètre de protection a été publié à la date de publication de la présente loi».

[Révision de la nomenclature lota : le mélange de boues entre stations d'épuration autorisé](#) /

LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 15/02/2021

Un décret lève l'interdiction du mélange de boues de station d'épuration entre elles. Cet assouplissement était attendu des collectivités. Toutefois, sa portée pourrait être limitée par de prochains textes.

[Décret n° 2021-147 du 11 février 2021 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau](#)

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 13/02/2021, n° 38

Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

[Le Bassin Adour Garonne doit s'attaquer aux pollutions diffuses et améliorer sa gestion quantitative de l'eau](#) / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 10/02/2021

L'état des lieux du bassin Adour Garonne montre que le bon état demandé par la Directive cadre sur l'eau ne sera pas atteignable partout. Parmi les obstacles les plus importants : les pollutions diffuses et la gestion quantitative de la ressource.

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Office français de la biodiversité

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 10/02/2021, n° 35
Montant et répartition de la contribution des agences de l'eau au profit de l'Office français de la biodiversité.

Décret n° 2021-128 du 8 février 2021 relatif au vice-président représentant les usagers dans les conseils d'administration des agences de l'eau

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 09/02/2021, n° 34
Le décret précise que le deuxième vice-président représente à la fois les usagers économiques et les usagers non-économiques du conseil d'administration de chaque agence de l'eau.

Comment l'eau est devenue un actif financier / GOETZ Etienne

Echos (les), 09/02/2021, p. 13

Le Nasdaq et le Chicago Mercantile Exchange viennent de lancer des contrats à terme sur l'eau, faisant d'elle une matière première comme une autre. Enquête sur la financiarisation d'une ressource essentielle.

Crise de l'eau en Guadeloupe : pourquoi il faut en passer par la loi / LUNEAU SYLVIE

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 09/02/2021

Pour tenter de résoudre la crise de l'eau en Guadeloupe, une proposition de loi prévoit de rénover la gouvernance. Pour remplacer le principal syndicat récemment dissout pour défaillance, elle vise à créer un syndicat mixte unique, qui regrouperait les 5 EPCI du territoire, ainsi que le département et la région.

Veolia lance officiellement son OPA sur Suez / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 08/02/2021

Le 7 février, Veolia a officiellement lancé une offre publique d'achat (OPA) sur l'ensemble du capital de Suez, au prix de 18 euros par action.

Gemapi : quel outil pour mieux gérer les ouvrages de prévention des inondations ? / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 08/02/2021

Un guide qui apporte une aide suite à l'attribution, depuis le 1er janvier 2018, de la compétence obligatoire Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) exclusivement aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

Guide "Mise à disposition d'ouvrages".

<https://partage.france-digues.fr/index.php/s/36XrCAMLrtSwi2A>

Covid-19 dans les eaux usées : quelles traces du virus ?

Vie-publique.fr, 03/02/2021

Le réseau de l'Observatoire épidémiologique dans les eaux usées (Obépine) a publié le 25 janvier 2021 les données sur la circulation du Covid-19 dans une trentaine de stations d'épuration. Variable selon les régions, la présence du virus est élevée en Occitanie et en particulier à Toulouse.

Réseaux d'eau : quand les robots aident à prioriser les choix d'investissement / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 02/02/2021

Les gestionnaires s'orientent de plus en plus d'une gestion préventive des réseaux à une stratégie prédictive en caractérisant les conduites grâce à des robots. Retour d'expérience du Sedif et de Varennes-Le-Grand.

Appel à partenariat innovant GEMAPI : partenariat entre le Cobahma et le Cerema sur le bassin versant de la Mauldre (78)

Cerema.fr, 01/02/2021

En vue de sa prise de compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), le Cerema a apporté un appui technique au Comité de Bassin Hydrographique de la Mauldre (COBAHMA) sur la connaissance de l'aléa inondation, la prise en compte des zones humides dans la gestion intégrée du risque inondation et l'utilisation de ressources alternatives en eau. Le partenariat a été initié en mai 2017 et s'est déroulé sur trois semestres avec une équipe pluridisciplinaire (hydrologie, aléa inondation, hydrobiologie, zones humides, ...) du Cerema Île-de-France.

Les zones humides, des espaces naturels indispensables / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 01/02/2021

Fragiles et encore soumises à de fortes pressions, les zones humides continuent de se dégrader en France. Réservoirs de biodiversité, capteurs de carbone ou filtres naturels, ces sites rendent pourtant à l'homme de nombreux services.

La France à la traîne dans le traitement des eaux usées / MASSON FLORENCE

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 49

La directive européenne sur le traitement des eaux résiduaires urbaines (Deru) de mai 1991 définit les exigences « minimales » à prendre pour protéger l'environnement des effets négatifs des eaux résiduaires en prescrivant les modalités de collecte et de traitement et les règles applicables au fonctionnement des stations de traitement. La Commission européenne a adressé à la France en mai 2020 un avis motivé pour manquements aux règles de la directive. Pour répondre à cette requête, le gouvernement a diffusé une instruction ministérielle [Instruction du 18 décembre 2020 relative à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires NOR : TREL2007176J] rappelant la nécessité de porter une attention particulière pour répondre « à la fois à des enjeux sanitaires, en évitant d'exposer la population à des eaux insalubres et en protégeant certains usages sensibles (baignade, conchyliculture...), et à des enjeux environnementaux, en réduisant la pollution rejetée dans les milieux aquatiques ».

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:31991L0271>

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=45098>

Pour une politique globale et coopérative de l'eau [Dossier] / CEBILE ORIANE, BAYETTE SEBASTIEN

Intercommunalités, 02/2021, n° 257, p.6-17

Les récents transferts de compétences ainsi que la montée en puissance des problématiques environnementales et sanitaires devraient inciter à décloisonner les politiques de l'eau. La gestion intégrée favorise les coopérations pour surmonter les problèmes d'action collective liés à la fragmentation géographique, technique et institutionnelle de la gestion de l'eau.

La Vendée veut ramener les eaux usées au robinet / LALLOUET GEFROY JULIE

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 24-25

Exposée à un risque de sécheresse dû au changement climatique, la Vendée prend les devants en essayant de recycler ses eaux usées pour les réinjecter dans le milieu, en amont des points de captage. Une expérimentation en avance sur la réglementation.

La ville "perméable" infiltre et récupère les eaux de pluie / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.64-65

Inscrite dans la politique de prévention des risques, la gestion intégrée des eaux pluviales inclut l'installation de bassins et de solutions de récupération visant à les infiltrer, les réguler et/ou les stocker.

Ressources en eau : Le fleuve Hérault ne suffit plus à abreuver ses habitants / CILLER Frédéric

Viaoccitanie.tv, 31/01/2021

Une nouvelle source d'approvisionnement en eau, puisée à 140 mètres de profondeur sur la commune de Cazilhac dans l'Hérault devrait abreuver d'ici 2 ans les 8.000 habitants de 4 communes du bassin de Ganges : Ganges, Laroque, Cazilhac et Moulès-et-Baucels.

Le centre informatique "hub hypervision 360" de Veolia veille sur les égouts de Montpellier

Midi-libre, 31/01/2021

Dans le cadre de notre dossier sur les égouts de la métropole de Montpellier, découvrez le hub informatique du Millénaire qui recueille les données du terrain pour programmer de futures interventions.

Des patchworks territoriaux en quête de cohérence

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 29/01/2021

Exercer la compétence Gemapi est complexe. La restitution du premier appel à partenaires Gemapi lancé en 2016 par le Cerema et l'Inrae propose des pistes méthodologiques et des outils innovants pour accélérer sa mise en œuvre.

Les conditions de co-compostage des boues de stations d'épuration et leurs digestats en consultation / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 28/01/2021

Le projet de décret relatif au compostage des boues d'épuration et digestats de boues d'épuration avec

des structurants est désormais en consultation. Ce texte précise les conditions dans lesquelles ce traitement pourra s'opérer.

Gestion quantitative de l'eau : de nouveaux modes d'action en consultation / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 22/01/2021

Pour mieux anticiper et s'adapter face à des sécheresses qui deviendront de plus en plus fréquentes, un projet de décret en consultation propose notamment un "circuit court" dans la prise de décision des arrêtés de restriction des usages de l'eau.

Projet de décret relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse

Consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr, 21/01/2021

Le ministère de la transition écologique ouvre une consultation publique sur le projet de décret relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse.

Le nouveau régime de « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » /

LANDOT YANN, LANDOT ERIC, 18/01/2021, 7,37 mn

Décryptage du décret n°2020-1762 du 30 décembre 2020 relatif à la contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau

Gestion des eaux pluviales et du risque inondation : comment protéger les ouvrages ? / PHILIPON Patrick

Revue-ein.com, 01/2021, n° 438, p. 27-45

Usines d'eau potable, réseaux et STEP sont en première ligne lors d'événements météorologiques intenses, et susceptibles d'être inondés, voire détruits lors de catastrophes. La parade repose sur quatre piliers : prévoir, protéger, réagir, apprendre. Une palette variée d'acteurs spécialisés ou de grands groupes interviennent.

Le SEDIF fait la peau aux fuites / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 12/2020, n° 264, p.38-42

En sa qualité de plus grand service public d'eau potable de France et l'un des tout premiers en Europe, le syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) est condamné à montrer l'exemple en matière de gestion de l'eau. C'est pourquoi, tous les ans, le syndicat dévoile les chantiers mis en œuvre par ses équipes pour assurer une alimentation en eau qualitative et quantitative aux 4.6 millions d'usagers répartis dans 150 communes sur 7 départements.

Directive-Cadre sur l'eau : la France à la dérive / DELMOLINO ALEXANDRA

Environnement magazine, 01/2021, n° 1785, p. 12-17

Alors que les comités de bassin ont adopté, cet automne, leurs projets de schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) qui encadreront le troisième cycle de la directive-cadre sur l'eau à partir de 2022, l'objectif de bon état des masses d'eau fixé pour 2027 reste hors d'atteinte.

3.3 Littoral

Installations en mer : une économie bleue durable ? Rapport / CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES MARITIMES

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, 15/02/2021, 88 p.

La mission confiée au CGEDD et à l'IGAM porte sur les projets et réalisations d'installations en mer destinées à l'exploitation de nouvelles activités humaines, hors plateformes d'exploitation d'hydrocarbures, éolien offshore et hors exploitation de ressources naturelles maritimes. La diversité et la multiplicité des projets identifiés, pour la plupart au stade de la faisabilité, montrent la pertinence et la nécessité d'un travail prospectif pour préparer et mettre en place les outils utiles notamment pour élaborer une doctrine, sécuriser et harmoniser les réponses de l'administration, envisager des ajustements juridiques et définir des principes d'organisation des relations entre les services de l'État, les porteurs de projets, les collectivités territoriales, les associations environnementales et d'usagers de la mer.

Roselières littorales d'Occitanie : état d'avancement du projet / RONDEAU Clara

Zones-humides.org, 12/02/2021

Depuis 2019, les gestionnaires des roselières littorales d'Occitanie se sont réunis autour d'un projet commun de conservation à long terme : le projet « Roselières » porté par l'ADENA jusqu'en 2022. Au total, 16 structures gestionnaires et 18 partenaires techniques et financiers sont ainsi rassemblés autour de 4 axes afin d'agir ensemble pour la conservation des roselières littorales et des espèces inféodées, à une échelle cohérente et fonctionnelle.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

Le paysage se convertit à la culture du résultat / MIGUET LAURENT

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 26/02/2021, n° 6127, p.14

QualiPaysage rode son dispositif de certification qui se déclinera, à partir de mars, dans 8 métiers.

« Il y a beaucoup de fantasmes autour de l'agriculture urbaine » / THOUVEREZ PIERRE

Techniques-ingenieur.fr, 22/02/2021

AMP est un groupe de production aquacole. Le groupe a une activité piscicole et développe des concepts d'aquaponie, à savoir le couplage, en circuit fermé, de productions piscicole et végétale. Un concept qui permet, en milieu urbain, d'associer deux activités complémentaires pour répondre à la problématique alimentaire, et synergiques en termes de production.

L'émergence de la pensée écologique en ville / MATHIS CHARLES-FRANCOIS

Metropolitiques.eu, 15/02/2021

Quelle place l'urbanisme accorde-t-il à la pensée écologique ? Décrivant les usages du végétal en ville depuis le XIXe siècle, Charles-François Mathis interroge l'évolution historique des partis pris de l'aménagement et les fondements de l'avènement d'un « urbanisme écologique ».

La Cité maraîchère bourgeoise

Parisien (le) (édition Seine-Saint-Denis), 04/02/2021, p. 1

Trois salariés en insertion ont commencé à travailler dans la structure. Mais son ouverture au public n'est pas prévue avant plusieurs semaines. La production de fruits et légumes est, elle en phase de test.

Taille douce pour arbustes en bonne santé / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.60-62

Il arrive encore trop souvent d'observer des arbustes, en haies ou isolés, massacrés par des tailles drastiques et systématiques. Les principes de la taille douce des arbustes, qui respecte le végétal et sa physiologie afin d'améliorer son esthétisme et préserver sa santé, doivent donc être suivis.

Meaux vise toujours plus haut! / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.40-43

Avec un plan pluriannuel de végétalisation très ambitieux, Meaux désire affirmer son identité de ville à la campagne. Reconquête des zones de bitume et des bord de Marne, création de nouveaux jardins, plantations de places autrefois minérales...autant de moyens mis en œuvre pour améliorer le cadre de vie des habitants grâce au végétal.

L'écologie constructive génère des économies / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.38-39

A Sartrouville (78), la gestion écologique des espaces verts repose sur cinq plan d'actions, instaurés depuis plusieurs années par Mélanie Pillais, directrice du Pôle Environnement.

Une palette renouvelée pour contrer les canicules / HADDAD YAEL

Lien horticole, 15/01/2021, n° 1102, p. 26-27

L'arc méditerranéen souffre particulièrement du changement climatique. En découle la nécessité d'y redéfinir la palette de végétaux pérennes. Des espèces qui pourraient aussi profiter à d'autres régions, le réchauffement de la planète aidant !

[Pour mieux désherber, végétaliser !](#)

Lien horticole, 15/01/2021, n° 1102, p. 24-25

Des couverts efficaces pour contrôler les adventices ont été identifiés dans différentes situations, dans le cadre d'un projet interfilière.

Rôles de l'agriculture urbaine dans les transitions écologiques / DUMAT CAMILLE

Techniques-ingenieur.fr, 10/05/2019

A l'échelle globale, de multiples projets d'agriculture (péri)urbaine (AU) illustrent une dynamique sociale, environnementale et économique bien ancrée. Ces projets d'AU apportent des réponses concrètes aux défis des villes durables. Cependant, les zones urbaines sont caractérisées par de fortes densités de populations et activités anthropiques ; des conflits d'usage pour les espaces et des pollutions sont fréquemment observés. Cet article traite de la dynamique impulsée par les AU à l'échelle globale et en France pour promouvoir des transitions écologiques sectorielles et multiacteurs sur les thèmes de l'alimentation durable, la santé environnementale et l'éducation inclusive.

4.2 Environnement

Biodiversité Environnement

[Biodiversité : le schéma national des données est approuvé](#) / GRAINDORGE JOEL

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 23/02/2021

Un arrêté approuvant le schéma national des données sur la biodiversité a été publié le 23 janvier dernier. De quelles données parle-t-on ? Pour quels usages et usagers ? Comment est conçu le référentiel technique ? Quels sont les modalités de diffusion des données ? Décryptage

[Les prochaines épidémies viendront-elles du plastique dans les océans ?](#) / VERDO Yann

Echos (les), 22/02/2021, p. 12

La pollution plastique souille à ce point les océans et mers du globe qu'une nouvelle niche écologique, d'origine anthropique, s'y est formée : la « plastisphère ». Les bactéries qui y prolifèrent pourraient provoquer de nouvelles crises sanitaires.

[Recyclage des terres : deux premiers sites labellisés Recyterre](#) / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 19/02/2021

Deux premiers sites sont labellisés Recyterre, annoncent la Fédération des entreprises du recyclage (Federec) et le Syndicat des entreprises de déconstruction, dépollution et recyclage (Sedre), le 16 février. Il s'agit du site de la société Verdipole à Santes (Nord) et de l'écocentre nord de Brezillon situé à Longueil-Sainte-Marie (Oise).

[Site du Carnet : les associations déposent un recours devant la justice administrative](#) / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 18/02/2021

Les opposants au projet d'aménagement du site du Carnet dans l'estuaire de la Loire annoncent le dépôt ce jeudi 18 février d'un recours devant le tribunal administratif. « Ce "site industriel clés en main" représente un réservoir de biodiversité et une zone préservée dans l'estuaire de la Loire », rappellent le Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), le collectif Stop Carnet et l'association Notre Affaire à tous. Le projet, porté par le Grand-Port maritime de Nantes-Saint-Nazaire, prévoit d'aménager une centaine d'hectares d'espaces naturels pour l'accueil d'un parc « éco-technologique » orienté sur les énergies marines renouvelables.

[Le délit d'écocide : une « avancée » qui ne répond que très partiellement au droit européen](#) /

LEPAGE Corinne

Dalloz Actualité, 17/02/2021

La Convention citoyenne avait proposé l'introduction en droit interne du crime d'écocide. Le projet de loi climat lui a substitué le délit d'écocide. Mais les conditions drastiques mises à la réalisation de ce délit ne permettent même pas de respecter les obligations européennes datant de 2008 en termes de droit pénal de l'environnement.

L'Office Français de la Biodiversité s'engage auprès des territoires !

Cerdd.org, 16/02/2021

L'Office français de la Biodiversité, nouvel établissement public, y compris dans le paysage régional, s'engage auprès des territoires pour répondre collectivement, avec les acteurs, décideurs et citoyens, aux enjeux liés à l'érosion de la biodiversité. Quels dispositifs à l'honneur en 2021 ?

« La LPO a pour ambition de protéger la biodiversité au sens large » / PALISSE SOPHIE

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 16/02/2021

Association créée en 1912, la LPO œuvre pour la préservation des espèces et des espaces ainsi que pour l'éducation et la sensibilisation à l'environnement. Échanges avec Elsa Caudron, responsable du programme Nature en ville.

Vers un élargissement du droit de préemption dans les espaces naturels sensibles / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 16/02/2021

Le projet de loi Climat et résilience, présenté le 10 février en Conseil des ministres, prévoit de modifier les règles du droit de préemption dans les espaces naturels sensibles (ENS).

Transition écologique : la forêt durable va-t-elle bientôt sortir du bois ? / LECLERCQ BENJAMIN

Usbketrica.com, 15/02/2021

Couper des arbres pour sauver la planète ? À l'heure où l'on en plante tous azimuts, le propos peut sembler étrange. Pourtant, le bois pourrait bien être le matériau star de la transition écologique. Certains en font d'ores et déjà le pari, dont EcoTree, auquel Usbek & Rica s'est associé pour créer une loterie. À une condition, cependant, préviennent les spécialistes : que l'exploitation passe (enfin) par le durable, le circuit-court et la recherche.

Ortec se renforce dans la dépollution des sols

Batiactu.com, 15/02/2021

Spécialiste des solutions d'ingénierie et de travaux, Ortec annonce avoir racheté Soleo, un expert dans les travaux de dépollution des sols et des eaux souterraines. Une opération qui donne naissance à une nouvelle entité : Ortec-Soleo.

Le respect des animaux, domestiques comme sauvages, gagne du terrain en ville / BENISTY MAELLE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/02/2021, n° 2552, p. 42-43

Les collectivités s'emparent de la question animale en ville et mettent en œuvre des actions visant tant à la sauvegarde de la faune qu'à une cohabitation apaisée entre animaux et riverains. Ces initiatives sont protéiformes comme des aménagements spécifiques, des partenariats avec des associations, des actions de sensibilisation...

La CDC Biodiversité accompagne l'extension de la loi Labbé

Placedupro.com, 12/02/2021

Les Cahiers biodiversité de la CDC détaillent des solutions et mises en œuvre pour limiter l'usage des pesticides dans les lieux de vie, cimetières, jardins, golfs, terrains sportifs...

<https://www.mission-economie-biodiversite.com/wp-content/uploads/2021/02/N16-INITIATIVES-ZEROPHYTO-PLANCHE-MD-4.pdf>

"Le zéro perte nette de biodiversité est une illusion" / PHEULPIN SANDRINE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 12/02/2021, n° 6125, p. 72

Mesures compensatoires, protection des espèces... L'avocat, spécialisé en droit de l'environnement, analyse l'efficacité de l'arsenal juridique instauré pour lutter contre l'érosion de la biodiversité.

Procédures environnementales : le principal décret d'application de la loi Asap en consultation / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 12/02/2021

La loi d'accélération et de simplification de l'action publique, dite « loi Asap », a été critiquée comme un détricotage en règle du droit de l'environnement. Le ministère de la Transition écologique soumet à la consultation du public jusqu'au 4 mars prochain le principal décret d'application de cette loi pour ce qui concerne les procédures environnementales.

Loi climat : des mesures pour mettre en cohérence les politiques agricoles et alimentaires /

FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 11/02/2021

Le projet de loi climat prévoit plusieurs mesures visant à renforcer les volets climat et biodiversité des politiques agricoles. Par ailleurs, il vise à étendre les obligations de la loi Égalim pour la restauration collective.

La transition écologique se gagne par les citoyens. Entretien avec Daniel Breuiller, maire d'Arcueil de 1997 à 2016 /

BREUILLER DANIEL

Metropolitiques.eu, 11/02/2021

Maire écologiste d'Arcueil pendant près de vingt ans, Daniel Breuiller fut au cœur de la construction métropolitaine du Grand Paris. Il revient dans cet entretien sur son expérience, au moment où de grandes collectivités territoriales sont désormais dirigées par des élus écologistes.

Protection de l'environnement : "On ne parle pas assez du rôle essentiel des collectivités" /

JABRE LENA

Lagazettedescommunes.com, 11/02/2021

Laetitia Janicot, professeure de droit public à l'université de Cergy-Pontoise, a dirigé la rédaction d'un ouvrage intitulé "Les collectivités territoriales et la protection de l'environnement". Dans celui-ci, elle rappelle que plusieurs outils permettent aux collectivités de jouer le rôle déterminant qu'elles ont en la matière.

Contrats de transition écologique : l'AdCF dresse un premier état des lieux, en attendant les CRTE /

LENORMAND ANNE

Localtis.info, 10/02/2021

L'AdCF-Intercommunalités de France vient de publier une analyse des premiers contrats de transition écologique (CTE) signés ou en cours d'élaboration. Alors que ces CTE ont vocation à s'intégrer dans les futurs contrats de relance et de transition écologique (CRTE), l'étude montre qu'ils ont fait l'objet d'une démarche partenariale forte associant acteurs publics et privés et d'une vision politique et stratégique ambitieuse et transversale. Mais leurs délais d'élaboration ont été jugés trop courts. Ils auraient aussi pâti d'un manque de moyens financiers avant que le plan de relance ne s'engage.

Transition écologique et ruralité : pourquoi les Départements doivent être moteurs malgré l'absence de compétence /

COLLECTIF

Lagazettedescommunes.com, 09/02/2021

Avec la fin de la clause de compétence générale, et la loi Notre, les compétences des départements ont été recentrées. Mais le conseil départemental ne reste-t-il pas un échelon de référence, et de proximité, au-delà des compétences qui lui sont attribuées ? Des élèves administrateurs, et ingénieur en chef territorial de l'Inet livrent, dans cette tribune, leurs arguments pour que le département conserve un rôle en matière de dynamiques territoriales, en général et de transition écologique en particulier.

Réduction des pesticides : les financements publics ne servent pas l'ambition /

FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 08/02/2021

Une étude, publiée par la fondation Nicolas Hulot, révèle que très peu de financements publics alloués à l'agriculture soutiennent une réelle réduction des pesticides. Seul 1 % de ces financements aurait des effets avérés.

"La norme biodiversité doit permettre d'éviter bien des recours" /

PHEULPIN SANDRINE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Ie), 05/02/2021, n° 6124, p. 60

L'Afnor a publié le 9 janvier sa première norme dédiée à la biodiversité, baptisée "NF X32-001-Démarche biodiversité des organisations". Quels sont les enjeux d'une telle démarche chez les opérateurs.

La neutralité carbone entre les mains intercommunales /

MIGUET LAURENT, CAREY Romain

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Ie), 05/02/2021, n° 6124, p. 10-11

L'avant-projet de loi issu de la Convention citoyenne s'attaque à l'artificialisation des sols et aux passoires thermiques.

Nitrates : 25 années de programmes d'actions pour des résultats très éloignés des objectifs /

RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 05/02/2021

Une mission de hauts-fonctionnaires pointe des résultats très en-deçà des objectifs et une perte de sens chez les acteurs concernés. Elle demande de replacer la qualité de l'eau au centre des débats.

Le label bas carbone, un outil pour replanter des forêts / CLARKE BAPTISTE

Actu-environnement.com, 05/02/2021

L'été 2019 fut ravageur sur la commune de Générac, dans le Gard : deux incendies ont brûlé plus de 600 hectares de forêt. Le label bas carbone vient de permettre la replantation d'une parcelle de 8 hectares, reportage vidéo.

Amendements organiques : le recul de l'élevage compromet les ambitions françaises / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 04/02/2021

Une étude publiée par le ministère de l'agriculture estime que le recul du cheptel français compromet la hausse de la part des fertilisants issus de ressources renouvelables prévue par le volet agricole de la feuille de route économie circulaire.

Réhabilitation de friches : comment mieux accompagner les porteurs de projet ?

Batiactu.com, 03/02/2021

La réhabilitation des nombreuses friches que compte le pays présenterait "un intérêt majeur" pour les collectivités, mais les projets sont complexes et d'un coût élevé, selon un rapport parlementaire, qui appelle à une amélioration de l'intervention publique, notamment par la création d'un guichet unique dans chaque région.

Un rapport pointe le coût « dévastateur » de la croissance pour la Nature

Lesechos.fr, 02/02/2021

Selon une vaste étude menée par l'université de Cambridge pour le gouvernement britannique, le développement économique mondial a fait chuter de 40 % le « capital naturel » de l'humanité, c'est-à-dire les bénéfices offerts par la Nature, en à peine trente ans. Les chercheurs plaident pour une réponse ambitieuse et rapide à l'échelle mondiale.

En centre-ville, un drôle d'arbre rempli de microalgues purifie l'air / LUNEAU SYLVIE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 01/02/2021, n° 2550, p. 40

L' "arbre algal" de la start-up Kyanos, installé en septembre 2020 en centre-ville de Toulouse (Haute-Garonne), a pour objectif de purifier l'air grâce à des microalgues.

Le premier "recours climatique" en France : une affaire à suivre! / DELZANGLES Hubert

Actualité Juridique. Droit Administratif, 01/02/2021, n° 4/2021, p. 217-226

Saisi par la commune de Grande-Synthe, le Conseil d'Etat a dû se prononcer, en substance, sur la question de savoir si l'Etat a respecté ses engagements en matière de changements climatiques. La décision du 19 novembre 2020 n'a abouti qu'à une ordonnance de supplément d'instruction même si le juge reconnaît que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été dépassés sur la période 2015- 2018.

Conseil d'Etat, 19 novembre 2020, Grande-Synthe, n° 427301

L'arbre des imaginaires : le nouveau Wikipédia des projets durables / LEMARCHAND Julia

Lesechos.fr, 01/02/2021

Une nouvelle plateforme contributive, qui organise ses contenus autour d'une métaphore inspirante de l'arbre, vient d'être lancée.

<https://larbredesimaginaires.fr/>

Les pouvoirs de police générale du maire s'effacent devant le pouvoir de police spéciale des produits phytopharmaceutiques confiés aux autorités de l'Etat

Droit de l'environnement, 02/2021

Si les articles L.2212-1 et L.22122 du code général des collectivités territoriales habilite le maire à prendre, pour la commune, les mesures de police générale nécessaires au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publique, celui-ci ne peut légalement user de cette compétence pour édicter une réglementation portant sur les conditions générales d'utilisation des produits phytopharmaceutiques qu'il appartient aux seules autorités de l'Etat de prendre.

Les Faiseurs de terre, magiciens de sols met au développement durable / STEPHANT JEAN-PAUL
Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 27

En Seine-Saint-Denis, trois structures s'associent pour régénérer les sols tout en assurant l'insertion par l'emploi. Le démonstrateur de fabrication de substrat fertile à partir de produits recyclés provenant exclusivement du territoire accueille ses premiers candidats.

Le sol fait la vie, la vie fait le sol / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 02/2021, n° 213-214, p.54-55

Thème de la journée mondiale des sols 2020 consacré par l'ONU, la biodiversité des sols a été mise en lumière. Avec très peu de connaissances sur les sols urbains, leur prise en compte, dans une vision holistique, est cependant un enjeu majeur pour construire des villes durables.

Les contrats de « paiements pour services environnementaux » / ETRILLARD CLAIRE

Petites affiches, 29/01/2021, n° 21, p. 9-15

L'engouement actuel pour le concept économique de « paiements pour services environnementaux » invite à s'interroger sur le montage contractuel des dispositifs « paiements pour services environnementaux » (PSE). Dans un premier temps, l'auteur examine ce que prévoient, ou pas, les textes, puis s'intéresse aux contraintes inhérentes aux parties aux contrats de PSE. Enfin, elle présente les points clés de la formation de ces contrats.

Environnement : Connaissez-vous "Ma Petite Planète", une appli ludique et écolo, 29/01/2021, 3,47 mn

Huile de palme = -2 points. Voilà Ma Petite Planète, une appli qui encourage à agir pour l'environnement.

Extension de la loi Labbé au 1er juillet 2022

Placedupro.com, 27/01/2021

Dès le 1er juillet 2022, la réglementation concernant l'usage des produits phytopharmaceutiques se durcit pour limiter leur utilisation dans les lieux de vie

Naturefrance.fr : le portail des données sur la biodiversité en France / OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE, 21/01/2021

Créé par l'Office français de la biodiversité (OFB) et ses partenaires du système d'information de la biodiversité, le portail web naturefrance.fr est en ligne depuis le 21 janvier 2021. Son objectif ? Faciliter l'accès à l'information produite par les différents acteurs du domaine de la biodiversité, en France métropolitaine et en outre-mer.

Aider les agriculteurs à développer l'énergie photovoltaïque

Intercommunalités, 01/2021, n° 256, p. 25

Territoire sur un plateau de la Haute-Loire, la Communauté de Communes du Pays de Cayres-en-Pradelles a développé l'énergie photovoltaïque en association avec les agriculteurs. A terme, elle couvrira ses besoins et même davantage, avec des bénéfices à la clé.

Le Zéro Phyto dans nos lieux de vie : solutions et mise en œuvre

BIODIV'50, 01/2021, 29 p.

Dossier :

- Utilisation des produits phyto-pharmaceutiques de synthèse dans les lieux de vie : de quoi parle-t-on ?
- Pourquoi l'élimination des pesticides dans l'ensemble des lieux de vie est-elle un enjeu clé ?
- Alternatives aux pesticides de synthèse : quelles solutions techniques ?
- Comment lever les freins à la mise en place de la démarche Zéro Phyto ?

Responsabilité et environnement : l'enseignement et la formation dans la transition écologique et sociétale / COLLECTIF

Annales des Mines - Gérer et comprendre, 01/2021, n° 101, 97 p.

Quelles transitions enseigner ?

Les enseignants-chercheurs face à des disciplines en transition

Des pédagogies alternatives : exemples nationaux et internationaux

Des connaissances aux compétences : la formation aux métiers de la transition

Quand les acteurs territoriaux s'engagent dans la transition écologique / BUZY William, NESSI JULIEN, GAPENNE BAPTISTE, HALLEGOT Nathan, DEBAVELAERE Théo, TRAMONTIN LEA
Horizons publics, 09/2020, n° HS Automne 2020, p. 6-59

Découverte de ces collectivités qui ont pris le risque de sortir du cadre pour redistribuer les cartes du possible.

De l'eau de pluie utilisée comme ressource dans une mégapole à une chaîne de supermarchés proposant exclusivement des produits jetés par d'autres, en passant par le mouvement "slow" ou des portraits d'acteurs engagés... voyage au coeur de territoires qui rappellent par leurs expérimentations que les déplacements individuels finissent par entraîner un mouvement collectif.

Guide pour la promotion et l'utilisation des systèmes écosystémiques dans les zones humides / PORTERET JEROME

Institut agricole régional, 2020, 86 p.

La dégradation d'habitats dans les Sites d'Importance Communautaire/Zones Spéciales de Conservation (SIC/ZSC) sou-mis à des pressions anthropiques et à la dif-fusion d'Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) est une problématique commune à de nombreux territoires. De part et d'autre des Alpes, les gestionnaires et centres de recherche confrontés à cet enjeu se sont engagés pour la restauration écologique d'habitats au travers du projet RestHAL

Pollution

Qualité de l'air : l'Île-de-France lance des mesures mobiles et évalue la perception des citoyens / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 12/02/2021

L'Île-de-France, Airparif et La Poste mettent en œuvre une campagne de mesure de la qualité de l'air à partir de 600 micro-capteurs. Le dispositif est couplé à une enquête de perception et à une application de signalement des nuisances.

Dépollution des sols : Ortec et Soleo se rapprochent / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 09/02/2021

OGD, la filiale dépollution du groupe Ortec et la société Soleo Services ont décidé de se rapprocher pour créer l'entité Ortec-Soleo.

À Nantes, une étude inédite sur la pollution des sols / CAILLOCE LAURE

Lejournal.cnrs.fr, 03/02/2021

Les scientifiques du programme Pollusols ont travaillé durant cinq années sur les pollutions diffuses causées par les métaux (cuivre, plomb...), les radioéléments (uranium, tritium) ou encore les pesticides – des polluants que l'on retrouve pour certains jusque dans l'estuaire de la Loire. Un enjeu majeur alors que les grandes métropoles lorgnent les friches industrielles et agricoles pour s'agrandir.

Pollution de l'air : la France s'expose à une amende de 100 millions d'euros / BALENIER Raphaël

Lesechos.fr, 03/02/2021

Le délai de 2 mois donné en décembre par la Commission européenne à la France pour respecter les valeurs limites en matière de pollution au dioxyde d'azote arrive à échéance ce mercredi. Pour l'ONG Réseau Action Climat, le compte n'y est pas. La France pourrait être condamnée à une amende allant jusqu'à 100 millions d'euros.

4.3 Déchets

Économie circulaire : une alliance mondiale pour économiser les ressources naturelles /

FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 23/02/2021

L'Union européenne a lancé, le 22 février avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources.

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 24/02/2021, n° 47

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :

1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets
2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets ;
3. Elimination de déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, impliquant le traitement des scories ou des mâchefers résultant de l'incinération des déchets (rubrique 3531) ;
4. Valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour, impliquant le traitement des scories ou des mâchefers résultant de l'incinération des déchets (rubrique 3532) ;
5. Elimination ou valorisation de déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, impliquant le traitement des scories ou des mâchefers résultant de l'incinération des déchets (rubrique 3510).

Les fabricants de cigarettes vont devenir responsables des mégots jetés par terre / CHAUVOT MYRIAM

Echos (les), 23/02/2021, p. 15

Le cahier des charges de l'éco-organisme de la « filière mégots » est paru. Il liste les obligations des cigarettiers, qui vont devoir financer le nettoyage des espaces publics, distribuer des cendriers de poche ou encore s'atteler à éco-concevoir les filtres.

Economie circulaire (2/7) : les mesures de réduction de la consommation de plastique / BABIN Emma, SEMINO Enzo

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/02/2021, n° 2553, p. 52-53

La loi « économie circulaire » du 10 février 2020 fixe un objectif à long terme de fin de la mise sur le marché des emballages plastique à usage unique à l'horizon 2040.

Un observatoire du réemploi et de la réutilisation aura la charge de définir une trajectoire nationale visant à augmenter la part des emballages réemployés par rapport à ceux à usage unique.

Des objectifs esquissant une trajectoire en vue de la réalisation de l'objectif de 2040 sont complétés par des mesures contraignantes qui entreront en vigueur selon un calendrier ordonné.

Plastiques en mer : un problème de taille (1/2) / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 22/02/2021

Aussi bien dans les usages quotidiens que dans les océans, le plastique est omniprésent. Quel que soit sa taille, il pèse sur les écosystèmes. Certaines espèces l'utilisent comme nouvel habitat. Les impacts de cette « plastisphère » posent questions.

Incorporation de matières recyclées : les pouvoirs publics privilégient les primes / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 17/02/2021

Les pouvoirs publics veulent assurer des débouchés aux matières recyclées. Ils privilégient l'outil économique, plutôt qu'un taux d'incorporation réglementaire. Le dispositif mis en place pour les emballages plastique fait figure de test.

Biodéchets, consigne, plastiques...Les dernières positions du ministère de l'Écologie / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 17/02/2021, n° 201, p. 7-12

Le directeur général de la prévention des risques (DGPR) a profité du 34e congrès d'Amorce pour faire le point sur les dossiers en cours. Tour d'horizon des points saillants de son intervention.

Financement du service public. Le gouvernement veut booster la tarification incitative /

GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 17/02/2021, n° 201, p. 4-6

Un groupe de travail est censé préparer à bref délai une réforme du financement du service public des déchets. Solution préférée du gouvernement : le développement de la TEOM incitative. Au passage, il tord le bras à une proposition de la Convention citoyenne pour le climat.

ISDND. Le ministère modifie son projet sur les critères d'admission / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 17/02/2021, n° 201, p. 2-3

Le nouveau projet de décret mis en consultation ajoute un critère plus sévère sur la teneur en biodéchets. Les critères applicables aux OMR sont étendus aux refus de TMB. Des incertitudes demeurent sur la méthode de comptage.

Plan de relance 100 M€ en guichet pour les biodéchets / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 17/02/2021, n° 201, p. 1

Les dossiers de demande d'aides seront instruits par l'Ademe au fil de l'eau jusqu'à épuisement de l'enveloppe.

Déchets et risques professionnels : deux outils d'évaluation dédiés à la collecte et au traitement /

RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 16/02/2021

«Les salariés du secteur des déchets (collecte, tri et traitement) sont exposés à de nombreux risques professionnels : troubles musculosquelettiques et mal de dos liés aux manutentions manuelles, accidents liés aux chutes, risque routier, blessures, intoxications dues à la manipulation de produits chimiques»

Livraison de repas : les acteurs du secteur signent une charte pour réduire les déchets d'emballages / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 15/02/2021

Les acteurs de la livraison de repas à domicile s'engagent à réduire les emballages en plastique à usage unique. La charte prévoit notamment une dizaine d'expérimentations de solutions de réemploi de contenants et emballages.

Repas livrés à domicile : des entreprises s'engagent pour réduire les emballages

Lesechos.fr, 15/02/2021

Dix-neuf acteurs et le ministère de la Transition écologique ont signé une charte pour lutter notamment contre le plastique à usage unique et passer au 100 % recyclable. Des expérimentations vont être lancées pour promouvoir notamment l'usage de contenants apportés par le client ou les dispositifs de consigne.

Economie circulaire (1/7) : les maires et la lutte contre les dépôts sauvages de déchets / PICA VEZ LAURA

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/02/2021, n° 2552, p. 50-51

Le maire est compétent lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement à la réglementation en vigueur sur le territoire communal. La loi "économie circulaire", du 10 février 2020, affecte désormais le recouvrement des amendes et astreintes prononcées par le maire au bénéfice de la commune. La notion de dépôt illégal de déchets abandonnés est définie par un décret du 27 novembre 2020, lequel fixe également les modalités de leur prise en charge par les éco-organismes.

Recyclage : la gouvernance chamboulée par les utilisateurs de matières / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 15/02/2021

Le recyclage s'éloigne de la sphère des déchets. Les utilisateurs de matières souhaitent être plus écoutés par les pouvoirs publics. Ils parviennent à se faire une place dans des enceintes auxquelles ils n'avaient pas accès il y a encore quelques mois.

Biodéchets et boues d'épuration : les projets de décrets de la loi AGEC inquiètent les collectivités / LUNEAU SYLVIE

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 11/02/2021

Plusieurs décrets d'application de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire (dite AGEC) sont en cours d'élaboration. Cette nouvelle réglementation, qui portera notamment sur les biodéchets et les boues d'épuration, inquiète les acteurs de ces filières. Céline Godoy, chargée de mission déchets et économie circulaire à la FNCCR, nous explique pourquoi.

Économie circulaire: des règles renforcées en matière de consommation et de recyclage

Europarl.europa.eu, 10/02/2021

-Des objectifs contraignants d'ici 2030 pour l'utilisation des matières premières et l'empreinte de consommation

-La directive sur l'écoconception doit inclure les produits non liés à l'énergie

-Les objectifs du pacte vert ne pourront être atteints que via un modèle d'économie circulaire

Compostage et boues d'épuration : Laissons les territoires valoriser leurs déchets organiques /

FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIES

Fncrr.asso.fr, 09/02/2021

Alors que le Gouvernement a engagé la révision de plusieurs textes juridiques, la FNCCR, favorable à un strict contrôle de la qualité des boues d'épuration, dénonce toutefois les nouveaux freins pour la valorisation des déchets organiques par les collectivités au profit de l'incinération, faute de pouvoir utiliser d'autres solutions locales.

Le recyclage doit rattraper son retard / PICAUD EMMANUELLE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 05/02/2021, n° 6124, p. 8-9

Fixés il y a cinq ans, les objectifs de réemploi des déchets issus des chantiers de voirie sont loin d'être atteints. Sur le terrain, des initiatives esquissent des voies de progrès.

Environnement : des filets pour piéger les déchets dans les cours d'eau, une expérimentation en Isère / LAPERCHE DOROTHEE

France3-regions.fr, 05/02/2021

A Sassenage, en Isère, la Métropole expérimente en ce moment un nouveau dispositif pour piéger les déchets transportés vers les cours d'eau. Un filet de collecte mis au point par l'entreprise spécialisée Pollustock, qui permettrait de capter jusqu'aux plus petites particules de polystyrène.

Recyclage du papier : les députés plaident pour une collaboration renforcée entre acteurs / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 05/02/2021

Le recyclage du papier est en crise. Pour sortir de l'ornière, il faut arrêter d'opposer le papier vierge au papier recyclé et réunir tous les acteurs pour élaborer une solution globale, plaide un rapport parlementaire.

Les Faiseurs de terre, magiciens de sols met au développement durable / STEPHANT JEAN-PAUL

Techni.cités, 02/2021, n° 340, p. 27

En Seine-Saint-Denis, trois structures s'associent pour régénérer les sols tout en assurant l'insertion par l'emploi. Le démonstrateur de fabrication de substrat fertile à partir de produits recyclés provenant exclusivement du territoire accueille ses premiers candidats.

Déchets : comprendre le fonctionnement des filières REP / NEDEY Fabienne

Maires de France, 02/2021, n° 387, p. 49

Depuis trente ans, dans le cadre de réglementations initiées à l'échelon national ou européen, les filières à responsabilité élargie du producteur (REP) se sont multipliées.

Agir à la source contre la pollution plastique / ANTOINE DE RAVIGNAN

Alternatives économiques, 02/2021, n° 409, p. 64-65

Pailles, touillettes, couverts... Depuis le 1er janvier, davantage de produits en plastique jetables sont interdits. Un pas dans la bonne direction. Un tout petit pas.

https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202012/pollution_plastique.html

Gaspillage et (in)sécurité alimentaires : les leçons à tirer de la crise sanitaire / GALLE JENNIFER

TheConversation.com, 31/01/2021

Depuis mars 2020, la pandémie du coronavirus et les mesures de confinement associées ont plongé le monde dans une crise économique sévère, aggravant l'insécurité alimentaire.

Covid-19 : une mission parlementaire préconise de mieux recycler les masques usagés /

LENORMAND ANNE

Localtis.info, 29/01/2021

Une mission "flash" de l'Assemblée nationale a remis ce 28 janvier ses préconisations face à la prolifération des masques jetables usagés. Ses deux rapporteurs, les députés Danielle Brulebois et Gérard

Leseul, appellent à encourager le tri, créer des filières de recyclage et relocaliser la production en Europe et en France.

[Iloé valorise les encombrants de la métropole lyonnaise](#) / CHEVASSUS JEAN-CHARLES

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 28/01/2021

En mai 2019, la société coopérative Iloé s'installait à Saint-Priest pour une année d'expérimentation. Un an et demi plus tard, cette plateforme d'un nouveau genre a traité 2 300 tonnes de déchets et permis à sept personnes de se réinsérer.

[Des capteurs informatisés pour les 13 déchèteries lorientaises](#) / DU GUERNY Stanislas

Lesechos.fr, 28/01/2021

L'agglomération lorientaise informatise l'accès à ses déchèteries qui se partagent 1,3 million de visites annuelles.

5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

[Asap : un projet de décret simplifiant les procédures environnementales dévoilé](#)

Lemoniteur.fr, 19/02/2021

Le ministère de la Transition écologique soumet à consultation publique, du 12 février au 4 mars, un projet de texte comportant de très nombreuses mesures nécessaires - notamment - à l'application de la loi Asap.

6. RESSOURCES COMPLEMENTAIRES

WEBINAIRES

Les webinaires par thématique

[E-communauté Eau et Assainissement et milieux aquatiques](#)

[E-communauté Transition énergétique](#)

[E-communauté Déchets et économie circulaire](#)

[E-communauté Direction des Services Techniques et Urbains](#)

[E-communauté Routes et rues](#)

[E-communauté Nature et environnement](#)

[E-communauté Architecture et bâtiments](#)

[E-communauté Parcs et Ateliers](#)

Pour accéder aux échanges et aux documents associés, connectez-vous aux E-communautés du CNFPT : <https://e-communautes.cnfpt.fr>

E-communauté Eau et Assainissement et milieux aquatiques

Directive Cadre sur l'eau potable

9/03/21 13h – 1h

Inset de Montpellier, Pôle de compétences Eau et assainissement, 20/03/2020

Animation : Pierrick ROLLANT, animateur e-communauté eau

Témoignage de Nathalie FRANQUES, Ministère

Participer : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/directive-eau-potable>

La végétalisation des terre-pleins portuaires et des villes littorales en Méditerranée

9/03/21 10h – 2h

Inset de Montpellier, Pôle de compétences Eau et assainissement, 20/03/2020

Animation : Laurent FISCHER Estelle WATEAU

Témoignage de Gilles GIORGETTI / Jean-Paul MARIANI - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Véronique TOUREL/ Marceau ARTAUD - Union des ports de plaisance de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Monaco Catherine DUCATLLION - Directrice Unité expérimentale Villa Thuret INRAE Julien UGO Conservatoire, botaniste - Conservatoire Botanique National Méditerranéen

Participer : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/rjqsc9eomsq2/>



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

E-communauté Transition énergétique

Le classement des réseaux de chaleur : enjeux, impacts et expérience

1^{er}/04/2021 à 12h30 – 13h30

Organisation : E-communauté Transition Energétique

Animation : Emmanuel PONCET (CNFPT/INSET Montpellier)

Intervention : AMORCE, Grenoble Alpes Métropole



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

E-communauté Déchets et économie circulaire

Référentiel Economie circulaire

11/03/21 12h – 1h

CNFPT, Pôle de compétences Environnement et déchets

Animateurs : Perrine DELSALLE et Renaud PIQUEMAL, animateurs e.communauté déchets

Témoignage de Etienne Vitré, directeur du syndicat Cyclad

Participer : https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/ref_ec/



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

La prévention des risques en collecte des déchets

19/02/21 11h30 – 1h

CNFPT, Pôle de compétences Environnement et déchets

Animateurs : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) et Renaud PIQUEMAL animateur e-communauté

Revoir : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/psbdhd6yw6az/>

E-communauté Routes et rues

Cycle de webinaires : « Les innovations dans les infrastructures routières »

Webinaire 3 du cycle Innovations voirie : Retour d'expérience sur trois procédés innovants routiers - Témoignage du département de l'Hérault

Mercredi 24 mars 2021 de 16h30 à 17h30

CNFPT / INSET de Montpellier, Pôle de compétences Voirie

Animation : Marc COURBOT, animateur de l'e-communauté Routes et rues, chef de service

Aménagements Qualité des Espaces publics et Ouvrages à la Métropole de Lille.

Intervention : Philippe POURCEL, Directeur des Politiques Techniques et Innovations, Pôle des Routes et Mobilités, DGA Aménagement du Territoire du CD de l'Hérault

Participer : https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/inno_infra_routiere/



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

E-communauté Direction des Services Techniques et Urbains

Cycle webinaires : Le rôle du DST dans la conduite des transitions territoriales

<https://www.cnfpt.fr/se-former/trouver-evenement/directeurs-services-techniques-cycle-webinaires-dedie/inset-montpellier>

1 - jeudi 10 décembre de 11h30 à 12h15 : Relation aux usagers et gestion des interventions en temps de COVID 19 : Quels outils pour répondre rapidement dans toutes les thématiques, avec une évaluation permanente ?

Revoir : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/px20lo9zeseg/>

2 –jeudi 14 janvier de 11h30 à 12h15 : Transition écologique : énergie citoyenne et participation : quels seront les « territoires permacirculaires » de demain ? Outils opérationnels transférables dans le sens de l'écologie intégrale

Revoir : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/p6etp9l3hr5w/>

3 –jeudi 4 février de 11h30 à 12h15 : Repenser les espaces publics post-covid, comme une infrastructure de santé publique en réponse aux besoins sociaux et psychologiques. Outils, méthodes et exemples inspirants.

Revoir : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/pdaai2rlnhc1/>

4 –jeudi 11 mars de 11h30 à 12h15 : Management des services techniques des temps de crises ponctuelles, qui deviennent permanents. Quels outils ? Quels exemples

5 –jeudi 8 Avril de 11h30 à 12h15 : Gestion de la relation DST - DGS et Elus face aux défis des transitions des territoires : Quels fonctionnements pour un trio gagnant, dans un contexte d'évolution des structures et des fonctions ? Méthodes, outils et exemples inspirants.

Participer : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/salle6/>



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

E-communauté Nature et environnement

Webinaires sur la qualité de l'air

Du 15/10/2020 au 18/03/2021

En savoir plus : <https://www.cnfpt.fr/se-former/trouver-evenement/6-webinaires-qualite-lair/inset-montpellier>

Le nouveau cadre juridique pour l'utilisation des produits phytosanitaires dans la gestion des espaces publics et privés

18/03/2021 à 11h – 1h

Animation : Elisabeth OFFRET, responsable pôle de compétences Paysage et biodiversité, CNFPT
Intervention : Emmanuel STEINMANN, Chef du bureau qualité de l'eau et agriculture Ministère de la Transition écologique et solidaire Amandine SINGLA, cheffe de la mission sports et développement durable Ministère chargé des sports Maxime GUERIN, chargée d'études, Plante et cité

Participer : https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/zero_phyto_jevi/

Biodiversité et qualité de l'air : quels bénéfices ? Quels antagonismes ? Quelles évolutions en cours et à venir dans les services espaces verts ?

18/03/2021 à 11h30 – 1h

Animation : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) INSET Dunkerque et Siège (DGM)
Intervention : MTES

Participer : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/qualite-air/>

Le « zéro pesticide » dans les cimetières, c'est possible !

18/03/2021 à 11h – 1h

Animation : Elisabeth OFFRET, responsable pôle de compétences Paysage et biodiversité, CNFPT
Intervention : Sandrine LARRAMANDY, chargée d'études, Plante et cité Fredon France ou CT

Participer : https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/zero_phyto_jevi/

Le « Zéro pesticide » dans les terrains de sports : une démarche globale indispensable

30/03/2021 à 11h30 – 1h

Animation : Elisabeth OFFRET, responsable pôle de compétences Paysage et biodiversité, CNFPT
Intervention : Amandine SINGLA, cheffe de la mission sports et développement durable Ministère chargé des sports Maxime GUERIN, chargée d'études, Plante et cité Fredon France

Participer : https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/zero_phyto_jevi/

Biodiversité et changement climatique : de la planification à l'action

01/04/2021 à 10h – 2h20

Animation : Elisabeth OFFRET, responsable pôle de compétences Paysage et biodiversité, CNFPT ; Maud EBURDY

Participer : https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/biodiversite_changement_climatique/



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

Mobilité et qualité de l'air : quelles politiques et quels outils pour limiter les émissions et l'exposition des personnes à la pollution?

18/02/2021 à 11h30 – 1h

Animation : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) INSET Dunkerque et Siège (DGM)
Intervention : MTES

Revoir : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p9vvzfp33reo/>

E-communauté Architecture et bâtiments



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

E-communauté Parcs et Ateliers



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Reflex_info@Reflex_réseau
Le réseau des documentalistes du CNFPT